



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Emir Kir, *Bourgmestre-Président* ;
 Mohamed Azzouzi, Eric Jassin, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Nezahat Namli, Philippe Boïketé,
 Béatrice Meulemans, *Échevin(e)s* ;
 Abdesselam Smahi, Geoffroy Clerckx, Dorah Ilunga Kabulu, Abdullah Mohammad, Ahmed Medhouné,
 Cevdet Yildiz, Frédéric Roekens, Zoé Genot, Halil Disli, Serob Muradyan, Ahmed Mouhssin, Derya
 Bulduk, Luc Frémal, Thierry Balsat, Veerle Vandenaabeele, Gabriella Mara, *Conseillers communaux* ;
 Marie-Rose Laevers, *remplace le Secrétaire communal*

Excusés

Touria Laaraj, Julie De Pauw, Döne Dagyarar, Mustafa-Alperen Ozdemir, Pauline Warnotte, *Conseillers communaux* ;
 Patrick Neve, *Secrétaire communal*.

Séance du 29.01.18

#Objet : Motion du Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode sur la privatisation de la banque Belfius.#

Séance publique

En 2011, l'Etat Belge achetait la composante belge du groupe Dexia pour 4 milliards d'euros. Quelques mois plus tard, la banque changeait de nom et devenait Belfius.

Le groupe Dexia lui-même provient de la fusion du Crédit communal de Belgique et du Crédit local de France, deux banques spécialisées dans le financement des collectivités. Par l'acquisition de Bacob-Artesia en 2001, Dexia renforçait encore sa présence dans le secteur social. Belfius hérite par conséquent d'une longue tradition de financement des administrations locales et de la gestion publique. L'origine même du nom Belfius traduit littéralement cette réalité : Belfius = BELgium FInance US.

Aujourd'hui encore, Belfius dédie un tiers de son portefeuille de crédits (qui s'élève à environ 90 milliards d'euros) au secteur public et social, principalement des communes. Le sort de la banque Belfius est donc d'une grande importance pour les villes et les communes.

Dès son entrée en fonction, le ministre des Finances Johan Van Overtveld a fait part de sa volonté de privatiser Belfius. Quelques années plus tard, en juillet 2017, le gouvernement a pris, sans aucun débat public préalable, la décision de privatiser Belfius. Cette initiative repose sur le dogme selon lequel l'Etat n'aurait pas de vocation à gérer une banque.

La motion suivante s'inspire d'une initiative de la plateforme "Belfius est à nous" soutenue par plus de 30 organisations, ONG et syndicats. Cette dernière a été créée pour impulser un débat public sur l'avenir de Belfius, organiser la contestation contre la privatisation de la banque et démontrer l'intérêt d'une banque publique pour la population de Belgique.

Considérant que :

- A. Belfius, ex-Dexia Banque de Belgique, a été rachetée par l'Etat belge pour 4 milliards d'euros;
- B. le redressement financier de Belfius s'est hélas réalisé au détriment d'une perte, de 2012 à 2016, de 671 emplois et d'une baisse salariale de 5 %;

- C. la bad banque dexia a fait l'objet de deux recapitalisations successives survenues en 2008 (2 milliards d'euros) et en 2012 (2,9 milliards d'euros) et qu'elle bénéficie de 35 milliards d'euros de garanties accordées par l'Etat belge;
- D. Belfius a rapporté 215 millions d'euros de dividendes à l'Etat belge en 2017, et que le gouvernement prévoit une recette de 309 millions de dividendes pour 2018;
- E. le secteur bancaire belge est dominé par des banques étrangères qui ne réinvestissent pas suffisamment dans l'économie belge et l'emploi local;
- F. Belfius est une des quatre banques les plus importantes en Belgique, et actuellement la seule banque publique;
- G. de nombreux pays voisins ont un secteur bancaire public fort sans que cela ne pose question;
- H. au lieu de fermer progressivement des agences (-30% en 10 ans) qui alimente le risque de désertification économique dans certaines villes du pays et quartiers, quand une banque publique devrait au contraire assurer un service de base, accessible à tous les usagers;
- I. de nombreuses communes, conscientes des nuisances causées par ces mesures à leurs administrés, ont commencé à s'opposer à la fermeture de leurs agences pour ces raisons;
- J. le fait que Belfius ne soit actuellement pas suffisamment gérée comme une structure publique influe nécessairement sur les besoins des plus démunis, comme l'a montré la décision prise par la banque en 2016 de doubler les frais de compte bancaire social pour les personnes émergeant au CPAS;
- K. cette tendance se renforcerait avec une ouverture du capital qui conduirait la banque à être gérée de manière à satisfaire les intérêts des actionnaires privés, les banques internationales chargées de la mise en bourse de Belfius cherchant à attirer préférentiellement un actionariat international à la recherche d'un placement rentable;
- L. le prix de la qualité des services aux pouvoirs locaux ne seraient pas garantis en cas de privatisation, compte tenu de la pression exercée par les actionnaires privés; c'est ainsi que la durée des crédits accordés aux pouvoirs locaux et au secteur non marchand risquerait d'être raccourcie et que les taux d'intérêt pourraient être revus à la hausse, si bien que certains projets ne seraient plus financés;
- M. il y a un intérêt stratégique à garder Belfius aux mains des pouvoirs publics, comme l'a montré un rapport sur le futur du secteur financier écrit par le High Level Expert Group et commandé par le ministre des Finances, qui mentionne plusieurs critères à prendre en compte, dont la prestation garantie des services stratégiques à l'économie belge, tels que l'octroi de crédits aux pouvoirs locaux;
- N. en cas de privatisation, les autorités perdraient le contrôle d'un partenaire financier unique sur le plan du financement des investissements publics;
- O. Belfius est la plus importante pourvoyeuse de crédit au secteur public en Belgique, et se décrit elle-même comme le bancassureur disposant du meilleur ancrage local;
- P. la décision du gouvernement de procéder à une privatisation partielle de Belfius a été prise sans débat public sur le rôle et le futur de la banque;
- Q. avec un portefeuille de crédits de plus de 90 milliards, Belfius doit être en tant que banque publique un acteur de premier plan dans le financement de projets utiles à la population : énergies renouvelables, écoles, hôpitaux, soutien à l'économie locale, etc.;
- R. une privatisation mettrait en péril cet objectif;
- S. une banque publique a un effet stabilisateur en période de crise, comme cela a été mis en évidence en Allemagne après 2008.

Par conséquent, le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode demande au gouvernement fédéral de :

- revenir sur sa décision de privatisation partielle de Belfius, et de maintenir Belfius dans le domaine public;
- organiser un débat public sur le mandat de Belfius en tant que banque publique, et sur la gestion de celle-ci. avec une participation des employés, des clients et des institutions locales dans sa gestion, Belfius pourrait fournir de meilleurs services financiers, en particulier aux communes;
- doter Belfius d'objectifs d'avenir ambitieux favorisant l'accessibilité de tous les citoyens et de toutes les entreprises, petites et grandes, à un service bancaire universel;
- assurer, via Belfius, le service financier et le financement des collectivités locales, su secteur associatif, des acteurs de l'économie réelle et des objectifs en matière climatique et énergétique de la Belgique.

24 votants : 24 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal f.f.,
(s) Marie-Rose Laevers

Le Bourgmestre-Président,
(s) Emir Kir

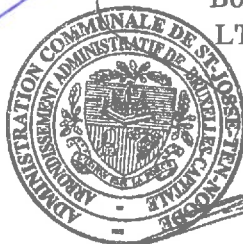
POUR EXTRAIT CONFORME
Saint-Josse-ten-Noode, le 28 janvier 2020

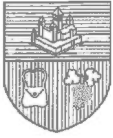
Par ordonnance :
Le Secrétaire communal,

Patrick Neve

Le Collège des
Bourgmestre et Echevins,
L'Echevin(e) délégué(e),

Mohammed Jabour





**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

- Aanwezig** Emir Kir, *Burgemeester-Voorzitter* ;
 Mohamed Azzouzi, Eric Jassin, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Nezahat Namli, Philippe Boiketé,
 Béatrice Meulemans, *Schepenen* ;
 Abdesselam Smahi, Geoffroy Clerckx, Dorah Ilunga Kabulu, Abdullah Mohammad, Ahmed Medhoune,
 Cevdet Yildiz, Frédéric Roekens, Zoé Genot, Halil Disli, Serob Muradyan, Ahmed Mouhssin, Derya
 Bulduk, Luc Frémal, Thierry Balsat, Veerle Vandenaabeele, Gabriella Mara, *Gemeenteraadsleden* ;
 Marie-Rose Laevers, *vervangt de Gemeentesecretaris*.
- Verontschuldigd** Touria Laaraj, Julie De Pauw, Döne Dagyarar, Mustafa-Alperen Ozdemir, Pauline Warnotte,
Gemeenteraadsleden ;
 Patrick Neve, *Gemeentesecretaris*.

Zitting van 29.01.18

#Onderwerp : Motie van de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node betreffende de privatisatie van de bank Belfius.#

Openbare zitting

In 2011 kocht de Belgische Staat de Belgische component van de groep Dexia voor 4 miljard euro. Enkele maanden later veranderde de bank van naam en werd ze Belfius.

De groep Dexia zelf is ontstaan door de fusie van het Gemeentekrediet van België en het Crédit local de France, twee banken gespecialiseerd in de financiering van de gemeenschappen. Door de aankoop van Bacob-Artesia in 2001, versterkte Dexia nog meer haar aanwezigheid in de sociale sector. Belfius erft bijgevolg een lange traditie van financiering van de lokale administraties en van het openbaar beheer. De oorsprong zelf van de naam Belfius vertaalt letterlijk deze realiteit : Belfius = BELgium FINance US.

Vandaag wijdt Belfius nog steeds een derde van haar kredietportefeuille (die ongeveer 90 miljard euro bedraagt) aan de openbare en sociale sector, voornamelijk gemeenten. Het lot van de bank Belfius is dus van groot belang voor de steden en de gemeenten.

Van bij zijn in functietreding heeft minister van Financiën Johan Van Overtveld zijn wens uitgedrukt om Belfius te privatiseren. Enkele jaren later, in juli 2017, heeft de regering zonder enig voorafgaand publiek debat de beslissing genomen om Belfius te privatiseren. Dit initiatief berust op het dogma dat het niet de taak van de Staat zou zijn om een bank te beheren.

De volgende motie is gebaseerd op een initiatief van het platform "Belfius is van ons" gesteund door meer dan 30 organisaties, NGO's en syndicaten. Dit laatste werd opgericht om een publiek debat aan te wakkeren over de toekomst van Belfius, de betwisting te organiseren tegen de privatisering van de bank en het belang aan te tonen van een openbare bank voor de bevolking van België.

Overwegende dat :

- A. Belfius, ex-Dexia Bank van België, overgenomen werd door de Belgische Staat voor 4 miljard euro;
- B. het financiële herstel van Belfius helaas werd gerealiseerd ten koste van een verlies, van 2012 tot 2016, van

671 banen en een loondaling van 5 %;

C. de “bad bank” dexia twee opeenvolgende recapitalisaties doormaakte in 2008 (2 miljard euro) en in 2012 (2,9 miljard euro) en dat zij geniet van 35 miljard euro waarborgen toegekend door de Belgische Staat;

D. Belfius 215 miljoen euro aan dividenden heeft gerapporteerd aan de Belgische Staat in 2017, en dat de regering een inkomst voorziet van 309 miljoen aan dividenden voor 2018;

E. de Belgische banksector gedomineerd wordt door buitenlandse banken die niet voldoende herinvesteren in de Belgische economie en de lokale tewerkstelling;

F. Belfius één van de vier belangrijkste banken is in België, en momenteel de enige openbare bank;

G. Tal van buurlanden een sterke openbare banksector hebben zonder dat dit vragen oproept;

H. in plaats van progressief agentschappen te sluiten (-30% in 10 jaar tijd) hetgeen het risico vergroot op economisch verval in bepaalde steden van het land en wijken, wanneer een openbare bank daarentegen een basisdienstverlening zou moeten verzekeren die toegankelijk is voor alle gebruikers;

I. tal van gemeenten, zich bewust van de schade veroorzaakt door deze maatregelen aan hun burgers, om deze redenen begonnen zijn met zich te verzetten tegen de sluiting van hun agentschappen;

J. het feit dat Belfius momenteel niet voldoende wordt beheerd als een openbare structuur noodzakelijkerwijs een weerslag heeft op de noden van de meest financieel kwetsbaren, zoals de beslissing genomen door de bank in 2016 om de sociale bankrekeningkosten voor OCMW-trekkers te verdubbelen heeft aangetoond;

K. deze tendens zou worden versterkt met een opening van het kapitaal dat ertoe zou leiden dat de bank wordt beheerd in het belang van de privé-aandeelhouders, waarbij de internationale banken belast met de beursgang van Belfius bij voorkeur internationale aandeelhouders willen aantrekken op zoek naar een rendabele belegging;

L. de prijs van de kwaliteit van de diensten aan de lokale overheden niet zou gegarandeerd zijn in geval van privatisering, rekening houdende met de druk uitgeoefend door de privé-aandeelhouders; op die manier zou de duur van de kredieten toegekend aan de lokale overheden en aan de non-profitsector kunnen dreigen te worden verkort en de interestpercentages zouden naar boven kunnen worden herzien, alsook zouden bepaalde projecten niet meer gefinancierd worden;

M. er een strategisch belang is om Belfius in handen te houden van de openbare overheden, zoals een rapport heeft aangetoond over de toekomst van de financiële sector geschreven door High Level Expert Group en besteld door de minister van Financiën, dat verschillende criteria vermeld die in aanmerking moeten worden genomen, waaronder de garantiëprestatie van de strategische diensten voor de Belgische economie, zoals de toekenning van kredieten aan lokale overheden;

N. in geval van privatisering de overheden de controle zouden verliezen over een enige financiële partner op het vlak van financiering van de openbare investeringen;

O. Belfius de belangrijkste kredietleverancier is aan de openbare sector in België, en zichzelf beschrijft als de bank-verzekeraar die over de beste lokale verankering beschikt;

P. de beslissing van de regering om over te gaan tot een gedeeltelijke privatisering van Belfius werd genomen zonder openbaar debat over de rol en de toekomst van de bank;

Q. met een portefeuille aan kredieten van meer dan 90 miljard, Belfius als openbare bank een hoofdrolspeler moet zijn in de financiering van projecten die nuttig zijn voor de bevolking : hernieuwbare energie, scholen, ziekenhuizen, steun aan de lokale economie enz.;

R. een privatisering deze doelstelling in gevaar zou brengen;

S. een openbare bank heeft een stabiliserend effect tijdens een crisisperiode, zoals is gebleken in Duitsland na 2008.

Bijgevolg vraagt de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node aan de federale regering om :

- terug te komen op haar beslissing van gedeeltelijke privatisering van Belfius, en om Belfius in het openbare domein te houden;
- een openbaar debat te organiseren over de opdracht van Belfius als openbare bank, en over het beheer ervan. Met een participatie van werknemers, klanten en lokale instellingen in haar beheer, zou Belfius betere financiële diensten kunnen leveren, in het bijzonder aan de gemeenten;
- voor Belfius doelstellingen bepalen voor een ambitieuze toekomst waarbij de toegankelijkheid wordt bevorderd

voor alle burgers en kleine en grote ondernemingen tot een universele bankdienstverlening ;
- via Belfius de financiële dienstverlening en de financiering verzekeren van de lokale collectiviteiten, van de verenigingssector, van de actoren van de reële economie en van de klimaat- en energiedoelstellingen van België.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

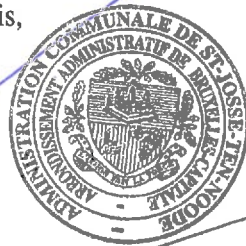
De w.d. Gemeentesecretaris,
(g) Marie-Rose Laevers

De Burgemeester-Voorzitter,
(g) Emir Kir

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Sint-Joost-ten-Node, 28 januari 2020.

In opdracht :
De Gemeentesecretaris,

Patrick Neve



Het College van
Burgemeester en Schepenen,
De afgevaardigde Schepenen,

Mohammed Jabour

